

Les Job : « J'aime mon job »...

« Job doit vivre, sauvons Job, j'aime mon Job » : autant d'affirmations portées sur des banderoles ou des panneaux, collées sur les capots ou derrière les pare-brise des voitures.

Ce vendredi, en fin de matinée, rassemblement, défilé de véhicules et concert d'avertisseurs sonores, aux abords du siège de l'Union patronale, à Toulouse, rendaient impossible d'ignorer les quelque 300 salariés de l'usine papetière du quartier des Sept-Deniers.

Formée de 4 représentants syndicaux de la CGT de l'entreprise Job, d'un militant CFDT et du responsable départemental de la Filpac-CGT, une délégation a été reçue par le président de l'Union patronale Haute-Garonne, et le président du Syndicat patronal des papetiers du Sud-ouest de la France.

Ce dernier étant aussi un ancien directeur de l'usine toulousaine Job.

Patrimoine

Reconnaissant que cette marque jouit d'une réputation de qualité jusqu'à présent jamais démentie, les représentants du patronat ont accepté l'opinion des syndicats : « Job fait partie

du patrimoine, et ne saurait être démantelé ».

Ils ont promis d'en appeler aux pouvoirs publics pour trouver « une solution d'avenir pour l'unité de production à Toulouse ».

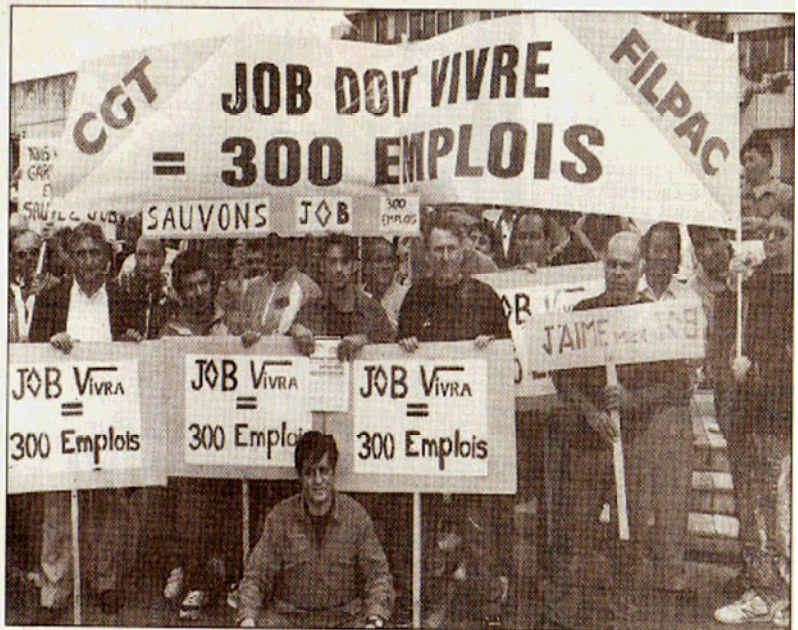
L'analyse des syndicats et celle du patronat sont convergentes : Job est aujourd'hui isolé parmi des monstres européens, de grands groupes multi-productions, alors qu'il ne fournit qu'un seul produit, le papier couché classique, de 90g à 350g, désormais traité sans chlore. « Et le meilleur au monde, à partir de 135g ».

Difficile

Il lui manque donc d'être intégré dans un réseau de distribution où il constituerait un élément complémentaire, de très grande qualité.

Or le seul repreneur éventuel qui se manifeste, l'allemand Scheufelen, à côté du couché moderne, fait lui aussi dans le couché classique, bien qu'en moindre quantité. Se rendre maître de Job lui apporterait une capacité supplémentaire de quelque 30.000 tonnes, et une marque incontestée.

« Facile, alors, de se débar-



A l'usine des Sept-Deniers, ils poursuivent leur production haut de gamme. (Photo « La Dépêche » D. P.)

rasser de nous », concluent les salariés de Job.

Qui craignent d'autant plus pour leur emploi que toute l'industrie papetière du Couserans (où elle est une tradition) se trouve aujourd'hui en difficulté.

La Filpac précise : « Si l'on ne met pas très vite, dans les trois

ans, une machine à papier à côté de l'usine de pâte à Saint-Gaudens, nous avons toutes les craintes quant à l'avenir de l'usine de la Cellulose ».

« Les Job », encadrement et employés compris, sont résolus à tout mettre en œuvre pour que

leur savoir-faire et leur unité de production ne disparaissent pas.

Le premier de leurs souhaits : qu'une réunion soit organisée à ce propos, à la préfecture.

Les élus communistes les soutiennent dans leur démarche.

M. H.

LA DEPECHE DU MIDI

Job : le soutien des élus socialistes

Après avoir reçu, le 11 septembre, les responsables syndicaux CGT et CFDT de la société Job Parilux à la Fédération du parti socialiste, nous avons écrit, ce jour, au préfet de région, préfet de la Haute-Garonne, au ministre de l'Industrie et au ministère du Travail et du Dialogue social.

A l'heure où le gouvernement dit vouloir faire sa priorité de la lutte contre le chômage, un effort important doit être fait en direction des entreprises pour le maintien et le développement des emplois.

Aujourd'hui, Job Parilux se

trouve dans une situation de blocage due aux menaces qui pèsent sur la poursuite de l'activité et au risque de licenciements.

Nous apportons notre soutien aux salariés et à leurs représentants syndicaux dans leur lutte pour la survie de cette société bien connue des Toulousains.

Bertrand Auban, Alain Bénéteau, Maryse Bergé-Lavigne, Claude Cornac, Jean-Louis Idiart, Pierre Izard, Jean-Jacques Mirassou, Jean Peyrafitte, Gérard Roujas.

Cela commence aujourd'hui avec le Syndicat général de l'industrie hôtelière, qui, après avoir été reçu à la préfecture, manifeste place du Capitole, à 15 heures (lire notre article en page 4). A l'appel de la CGT, des salariés de Job, eux, distribueront des tracts, en fin de matinée, au carrefour Purpan, afin d'expliquer pourquoi ils souhaitent que « l'usine des Sept-Deniers soit mise au plus tôt sous contrôle judiciaire ».

Mardi, les syndicalistes Filpac-CGT de l'entreprise Job participeront à la manifestation interprofessionnelle organisée par l'Union départementale CGT, allées Jean-Jaurès : « Refusant l'opposition entre salariés, l'heure est à revendiquer des hausses de salaires, que ce soit dans le privé, la fonction publique ou les entreprises publiques ». Le rassemblement est prévu à 13 heures, allées Jean-Jaurès, où un podium aura été dressé dès 10 heures, pour la manifestation nationale du syndicat CGT de l'énergie.